

« IL N'Y A ET NE PEUT Y Avoir AUCUN CHANGEMENT »

Le 11 novembre 2022 à 05h00, heure de Moscou, le ministère russe de la Défense a achevé le retrait de ses forces de Kherson vers la rive gauche du Dnipro. Quelques heures plus tard, le Kremlin affirmait que le statut de la région en tant que « sujet de la Fédération de Russie » était fixé par la loi et ne pouvait pas changer. Le même jour, les forces ukrainiennes entraient dans la ville. Une affirmation, le dossier, et ce qu'elle concède.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2022

143

États membres de l'ONU qui ont déclaré les « référendums » invalides et la tentative d'annexion illégale, 12 oct. 2022 (5 contre, 35 abstentions) [A](#)

Résolution ES-11/4 de l'Assemblée générale des Nations Unies (GA/12458)

30 jours

entre ce vote et le retrait russe de Kherson, 12 oct. – 11 nov. 2022 [B](#)

ONU GA/12458 ; MoD russe, 11 nov. 2022

30,000+

militaires russes retirés de la rive droite, selon le décompte de la Russie elle-même [C](#)

MoD russe, 11 nov. 2022 (via Meduza)

9

chambres de torture découvertes dans la région de Kherson libérée au 24 nov. 2022 [B](#)

Bureau du Procureur général, 24 nov. 2022

L'ESSENTIEL

Le droit dit le contraire. 143 États ont déclaré à l'Assemblée générale que les « référendums » de septembre 2022 étaient dépourvus de validité et ont appelé tous les États à ne reconnaître aucune modification du statut de la région (ES-11/4, 12 oct. 2022).

Le « statut » reposait sur l'armée. La revendication russe ne tenait que là où se trouvaient ses forces ; quand elles ont quitté la rive droite le 11 novembre, l'administration russe de la ville a pris fin le jour même.

Ce que le retrait a mis au jour. En deux semaines, les enquêteurs ont découvert neuf chambres de torture dans la partie libérée de la région (Procureur général, 24 nov. 2022).

L'AFFIRMATION

Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin · 11 nov. 2022

« C'est un sujet de la Fédération de Russie ; ce statut est défini et fixé par la loi. Il n'y a et ne peut y avoir aucun changement ici. »

Faux au regard du droit international

CE QUE NOUS DEMANDONS

Répondre à chaque affirmation sur le « statut » par ES-11/4 et la date à laquelle les forces russes ont quitté Kherson · maintenir la non-reconnaissance dans chaque texte sur les régions occupées · exiger l'accès de la Commission d'enquête de l'ONU et de la HRMMU aux civils détenus originaires de la région de Kherson.

Sources : Interfax via Meduza, 11 nov. 2022 · AFP via The New Arab, 11 nov. 2022 · Ukrainska Pravda, 11 nov. 2022 · Communiqué de presse de l'ONU GA/12458 (ES-11/4), 12 oct. 2022 · Secrétaire général de l'ONU, 29 sept. 2022 · Conseil européen et G7, 30 sept. 2022 · Bureau du Procureur général, 24 nov. 2022 · Ukraine Evidence Hub, dossier Kherson, novembre 2022

VÉRIFICATION · HISTORIQUE
V1 · 27 OCT. 2026



page en ligne · journal
des corrections

QUI L'A DIT, OÙ ET À QUI

Où chaque affirmation a été formulée, par qui, comment les autres participants ont répondu et ce que les déclarations ont passé sous silence.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2022

LE CONTEXTE ET LE DOSSIER

Contexte	Les forces russes achèvent le retrait de la ville de Kherson et de la rive droite du Dnipro (MoD russe : 05h00 heure de Moscou, 11 nov. 2022)
Où l'affirmation a été faite	Point de presse du Kremlin, 11 nov. 2022, rapporté par Interfax (via Meduza, 09h24) et l'AFP

LES INTERVENANTS

Dmitri Peskov	Secrétaire de presse du Président de la Fédération de Russie	A déclaré le 11 nov. 2022 que la région de Kherson « est un sujet de la Fédération de Russie » et qu'« il n'y a et ne peut y avoir aucun changement »
---------------	--	---

CE QU'ONT DIT LES AUTRES

Assemblée générale de l'ONU	143 voix pour ES-11/4 (12 oct. 2022) : les « référendums » et la tentative d'annexion n'ont aucune validité ; aucune modification du statut ne doit être reconnue.
Secrétaire général de l'ONU	Toute annexion des quatre régions « n'aurait aucune valeur juridique et mérite d'être condamnée » (29 sept. 2022).
Union européenne	Conseil européen, 30 sept. 2022 : « rejette fermement et condamne sans équivoque l'annexion illégale » ; ne reconnaîtra « jamais » les « référendums ».
G7	Ministres des Affaires étrangères, 30 sept. 2022 : « Nous ne reconnaitrons jamais ces prétendues annexions, ni les simulacres de « référendums » menés sous la menace des armes. »
A voté contre ES-11/4	Bélarus, RPDC, Nicaragua, Fédération de Russie, Syrie.

CE QUE LES DÉCLARATIONS ONT PASSÉ SOUS SILENCE

- Que le « statut » avait été rejeté par 143 États membres de l'ONU un mois plus tôt (ES-11/4).
- Que le propre ministère russe de la Défense avait annoncé le retrait de la ville quelques heures auparavant.

COMMENT LE RÉCIT CIRCULE

La citation a été diffusée par les agences de presse russes (Interfax) le matin du retrait et reprise par les agences internationales (AFP). Elle reprenait la ligne de la cérémonie d'« adhésion » du 30 septembre 2022, tenue deux semaines avant le vote de l'Assemblée générale.

Sources : Interfax via Meduza, 11 nov. 2022 · AFP via The New Arab, 11 nov. 2022 · Ukrainska Pravda, 11 nov. 2022 · Communiqué de presse de l'ONU GA/12458 (ES-11/4), 12 oct. 2022 · Secrétaire général de l'ONU, 29 sept. 2022 · Conseil européen et G7, 30 sept. 2022 · Bureau du Procureur général, 24 nov. 2022 · Ukraine Evidence Hub, dossier Kherson, novembre 2022

VÉRIFICATION · HISTORIQUE
V1 · 27 OCT. 2026



page en ligne · journal
des corrections

AFFIRMATION, DOSSIER, CONCESSION

Chaque affirmation telle que formulée, avec la date, le lieu et un lien ; le dossier auquel elle se heurte, avec le niveau des éléments de preuve ; et ce qu'elle concède. Les mots entre crochets sont ceux du Hub.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2022

AFFIRMATION 1 • DMITRI PESKOV, PORTE-PAROLE DU KREMLIN • 11 NOV. 2022

« C'est un sujet de la Fédération de Russie ; ce statut est défini et fixé par la loi. Il n'y a et ne peut y avoir aucun changement ici. »

Interfax via Meduza, 11 nov. 2022, 09h24 ; AFP

meduza.io/news/2022/11/11/zdes-net-i-ne-mozhet-byt-nikakih-izmeneniy-peskov-zayavil-cto-othod-iz-hersona-ne-menyaet-status-anneksirovannoy-territorii

FAUX AU REGARD DU DROIT INTERNATIONAL

Preuves **A**

L'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré les « référendums » invalides et exigé que la Russie revienne sur ses décisions des 21 février et 29 septembre 2022 relatives au statut des quatre régions (ES-11/4, 143–5–35). Le ministère russe de la Défense a annoncé le matin même que ses forces avaient quitté la rive droite ; les forces ukrainiennes sont entrées dans Kherson le 11 nov. 2022.

Ce que l'affirmation concède : Le « statut » était une revendication adossée aux troupes — et il a pris fin dans la ville quand les troupes sont parties.

Sources : Interfax via Meduza, 11 nov. 2022 · AFP via The New Arab, 11 nov. 2022 · Ukrainska Pravda, 11 nov. 2022 · Communiqué de presse de l'ONU GA/12458 (ES-11/4), 12 oct. 2022 · Secrétaire général de l'ONU, 29 sept. 2022 · Conseil européen et G7, 30 sept. 2022 · Bureau du Procureur général, 24 nov. 2022 · Ukraine Evidence Hub, dossier Kherson, novembre 2022

VÉRIFICATION • HISTORIQUE
V1 • 27 OCT. 2026



page en ligne · journal
des corrections

CE QUE DIT LA RUSSIE, CE QUE MONTRENT LES FAITS

Chaque ligne confronte une déclaration russe à la constatation d'un organe mandaté ou, à défaut, d'une enquête indépendante. Le niveau de chaque source est indiqué.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2022

LE CONSTAT			
QUESTION	CE QUE DIT LA RUSSIE	CE QUE MONTRENT LES FAITS	SOURCE
Statut juridique de la région de Kherson	« Un sujet de la Fédération de Russie », fixé par la loi	Partie de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues ; les « référendums » et la tentative d'annexion « n'ont aucune validité au regard du droit international » (ES-11/4, par. 3)	Résolution ES-11/4 de l'AG des Nations Unies, 12 oct. 2022 (A)
Qui le reconnaît	Sous-entendu : acquis	143 États ont voté pour la non-reconnaissance ; 5 ont voté contre (Biélorus, RPDC, Nicaragua, Russie, Syrie)	Communiqué de presse de l'ONU GA/12458 (A)
Contrôle russe de la ville de Kherson	Inchangé	Le ministère russe de la Défense a annoncé l'achèvement du retrait de la rive droite à 05h00 heure de Moscou le matin même ; les forces ukrainiennes sont entrées dans la ville ce jour-là	MoD russe via Meduza et l'AFP, 11 nov. 2022 (C) ; Kyiv Independent, 11 nov. 2022
Secrétaire général de l'ONU	—	Toute annexion des quatre régions « n'aurait aucune valeur juridique et mérite d'être condamnée » (29 sept. 2022)	ONU Info, 29 sept. 2022 (A)

POUR ÊTRE JUSTE

La Russie occupe encore une partie de la région de Kherson sur la rive gauche du Dnipro ; le verdict du Hub porte sur la revendication juridique sur l'ensemble de la région et sur la ville, non sur la ligne de front.

La citation provient de dépêches d'agence sur un point de presse du Kremlin ; la transcription du Kremlin n'est pas publiée.

Sources : Interfax via Meduza, 11 nov. 2022 · AFP via The New Arab, 11 nov. 2022 · Ukrainska Pravda, 11 nov. 2022 · Communiqué de presse de l'ONU GA/12458 (ES-11/4), 12 oct. 2022 · Secrétaire général de l'ONU, 29 sept. 2022 · Conseil européen et G7, 30 sept. 2022 · Bureau du Procureur général, 24 nov. 2022 · Ukraine Evidence Hub, dossier Kherson, novembre 2022

VÉRIFICATION · HISTORIQUE
V1 · 27 OCT. 2026



ÉTABLI, TENDANCE, POSITION

Ce que les organes mandatés ont établi, ce que les faits révèlent comme tendance et ce qui relève d'une position — en les maintenant distincts. Viennent ensuite les éléments de langage et les questions à prévoir.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2022

LE DROIT

Établi (constat de l'ONU) : l'Assemblée générale a déclaré que les « référendums » de septembre 2022 et la tentative d'annexion des régions de Donetsk, Kherson, Louhansk et Zaporijjia « n'ont aucune validité au regard du droit international et ne sauraient servir de fondement à une quelconque modification du statut » de ces régions, et a appelé tous les États et organisations internationales à ne reconnaître aucune modification de ce type (ES-11/4, par. 3–4, 12 oct. 2022).

Établi (texte conventionnel) : l'article 2(4) de la Charte des Nations Unies interdit la menace ou l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale de tout État ; la Déclaration de 1970 relative aux relations amicales (rés. 2625 (XXV) de l'AG), rappelée dans ES-11/4, dispose que « nulle acquisition territoriale obtenue par la menace ou l'emploi de la force ne sera reconnue comme légale ».

Établi (texte conventionnel) : selon le Règlement de La Haye (1907), art. 43, l'occupant exerce une autorité de fait, non la souveraineté ; selon la quatrième Convention de Genève, art. 47, les personnes en territoire occupé conservent leurs protections même si l'occupant annexe le territoire. Une loi russe interne ne peut changer aucune de ces règles.

Position des États : le Conseil européen « rejette fermement et condamne sans équivoque l'annexion illégale » et a déclaré qu'il ne reconnaîtrait « jamais » les « référendums » (30 sept. 2022) ; les ministres des Affaires étrangères du G7 : « Nous ne reconnaitrons jamais ces prétendues annexions » (30 sept. 2022).

LINES TO TAKE

- « Un statut qui prend fin quand les troupes partent n'est pas un statut juridique. C'est une occupation. »
- « 143 États l'ont dit en octobre 2022 : l'« annexion » n'a aucune validité. Une loi russe ne change pas le droit international. »
- « Le Kremlin a dit « aucun changement » le matin même où son armée quittait la ville. »
- « La non-reconnaissance n'est pas un geste — ES-11/4 demande à chaque État et à chaque organisme d'agir en conséquence. »

QUESTIONS-RÉPONSES

« La population a voté pour rejoindre la Russie. »

Les votes ont été organisés par la puissance occupante en pleine hostilité ; l'Assemblée générale les a condamnés comme de « prétendus référendums illégaux » et les a déclarés dépourvus de validité (ES-11/4). Les ministres du G7 les ont qualifiés de « menés sous la menace des armes ».

« Le retrait était une manœuvre militaire ; le statut est inchangé. »

La position militaire et le statut juridique sont deux questions distinctes. En droit, le statut n'a jamais changé : la région reste ukrainienne (ES-11/4). Dans les faits, l'administration russe de la ville a pris fin avec le retrait.

« La Russie tient encore une partie de la région de Kherson. »

Oui — sur la rive gauche du Dnipro. Tenir un territoire par la force est une occupation ; cela ne transfère pas la souveraineté (Règlement de La Haye, art. 43 ; Déclaration relative aux relations amicales).

CE QUE NOUS DEMANDONS

Répondre à chaque affirmation sur le « statut » par ES-11/4 et la date à laquelle les forces russes ont quitté Kherson · maintenir la non-reconnaissance dans chaque texte sur les régions occupées · exiger l'accès de la Commission d'enquête de l'ONU et de la HRMMU aux civils détenus originaires de la région de Kherson.

Sources : Interfax via Meduza, 11 nov. 2022 · AFP via The New Arab, 11 nov. 2022 · Ukrainska Pravda, 11 nov. 2022 · Communiqué de presse de l'ONU GA/12458 (ES-11/4), 12 oct. 2022 · Secrétaire général de l'ONU, 29 sept. 2022 · Conseil européen et G7, 30 sept. 2022 · Bureau du Procureur général, 24 nov. 2022 · Ukraine Evidence Hub, dossier Kherson, novembre 2022

VÉRIFICATION • HISTORIQUE
V1 • 27 OCT. 2026



page en ligne · journal
des corrections

D'OÙ VIENT CHAQUE LIGNE

Toutes les sources ont été vérifiées le 21 octobre 2026. Les déclarations russes sont présentées comme la position examinée, et non comme des éléments de preuve.

SOURCES		
Meduza (Interfax)	Peskov : le retrait de Kherson ne change pas le statut du territoire annexé, 11 nov. 2022, 09h24 https://meduza.io/news/2022/11/11/zdes-net-i-ne-mozhet-byt-nikakih-izmeneniy-peskov-zayavil-chto-othod-iz-hersona-ne-menyaet-status-anneksiroy-annoy-territorii	RU
Ukrainska Pravda	Peskov affirme que la Russie n'a pas renoncé à ses prétentions sur l'ensemble de la région de Kherson, 11 nov. 2022 https://pravda.com.ua/eng/news/2022/11/11/7375905	C
Meduza (ministère russe de la Défense)	Le ministère russe de la Défense rend compte du retrait de Kherson, 11 nov. 2022 https://meduza.io/news/2022/11/11/minoborony-rf-otchitalos-ob-otstuplenii-iz-hersona	RU
The New Arab (AFP)	La Russie annonce avoir achevé son retrait de la région ukrainienne de Kherson, 11 nov. 2022 https://www.newarab.com/news/russia-says-completed-retreat-ukraines-kherson-region	C
Kyiv Independent	Les forces armées ukrainiennes entrent dans Kherson, 11 nov. 2022 https://kyivindependent.com/breaking-ukrainian-armed-forces-enter-kherson	C
Nations Unies, Assemblée générale	Communiqué de presse GA/12458 : résolution ES-11/4 adoptée par 143 voix pour, 5 contre et 35 abstentions, 12 oct. 2022 https://press.un.org/en/2022/ga12458.doc.htm	A
ONU Info (Secrétaire général)	Ukraine : le Secrétaire général de l'ONU condamne le projet d'annexion de la Russie, 29 sept. 2022 https://news.un.org/story/2022/09/1129047	A
Déclaration des membres du Conseil européen	30 sept. 2022 (texte intégral republié par le gouvernement bulgare) https://www.mfa.bg/en/news/35179	Position des États
Ministres des Affaires étrangères du G7	Déclaration sur l'annexion illégale de territoires ukrainiens souverains, 30 sept. 2022 https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2022/09/g7-foreign-ministers-statement-on-the-illegal-annexation-of-sovereign-ukrainian-territory.html	Position des États
Ukrainska Pravda (Bureau du Procureur général)	Le Bureau du Procureur général confirme l'existence de 9 chambres de torture dans la région de Kherson, 24 nov. 2022 https://www.pravda.com.ua/eng/news/2022/11/24/7377767	B

MÉTHODE

L'affirmation est tirée de dépêches d'agence sur le point de presse du Kremlin du 11 nov. 2022 (Interfax via Meduza ; AFP) ; l'original russe est donné avec la traduction anglaise. Les mots entre crochets sont ceux du Hub.

Elle est confrontée au texte et au vote de la résolution ES-11/4 de l'Assemblée générale des Nations Unies (A), à la déclaration du Secrétaire général du 29 sept. 2022 (A), à l'annonce de retrait du ministère russe de la Défense lui-même (C) et aux textes conventionnels cités. Les déclarations de l'UE et du G7 sont présentées comme des positions d'États, non comme des constats.

Le verdict porte sur la revendication juridique sur la région et la ville. La ligne de front sur la rive gauche n'entre pas dans son champ ; les chiffres sur les lieux de torture suivent le dossier du Hub Kherson, novembre 2022.

Niveaux : **A** — organes mandatés par l'ONU, juridictions et organisations internationales (HCDH/HRMMU, Commission d'enquête, CPI, CEDH, AIEA, OSCE, OIAC, documents du Conseil de sécurité) ; **B** — organes officiels ukrainiens, avec la mention « selon l'Ukraine » ; **C** — enquêteurs et médias indépendants ; **RU** — déclarations officielles russes, la position examinée. Les niveaux ne sont jamais combinés dans un même chiffre.

Sources : voir le tableau ci-dessus

